

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BYBLOS BANK EUROPE S.A.**

Société anonyme de droit belge au capital de EUR 20 000 000  
Boulevard Bischoffsheim 1 - 8 - Bte 3.1 & 3.2, B-1000 BRUXELLES  
Numéro d'entreprise BE 041 5.718.640

**Exercice social du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

*Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 28 mai 2025*  
(Chiffres en milliers d'Euros après affectation du résultat)

**I. — Bilan après répartition**

Actif	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>I. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux</b>		10100	61.399	71.670
<b>II. Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale</b>		10200		
<b>III. Créances sur les établissements de crédit</b>	6.1	10300	264.795	301.917
A. A vue		10310	45.760	39.661
B. Autres créances (à terme ou à préavis)		10320	219.035	262.256
<b>IV. Créances sur clients</b>	6.2	10400	154.434	144.649
<b>V. Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	6.3.1	10500	36.387	25.483
A. D'émetteurs publics		10510	13.226	9.136
B. D'autres émetteurs		10520	23.161	16.347
<b>VI. Actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable</b>	6.4.1	10600		
<b>VII. Immobilisations financières</b>	6.5.1	210700		
A. Participations dans des entreprises liées		10710		
B. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		10720		
C. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières		10730		
D. Créances subordonnées sur des entreprises liées et sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		10740		
<b>VIII. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles</b>	6.7.4	10800	6.207	4.040
<b>IX. Immobilisations corporelles</b>	6.8.1	10900	9.518	10.018
<b>X. Actions propres</b>		11000		
<b>XI. Autres actifs</b>	6.9	11100	2.164	1.799
<b>XII. Comptes de régularisation</b>	6.10	11200	4.641	4.784
<b>Total de l'actif</b>		19900	<b>539.545</b>	<b>564.360</b>

  

Passif	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Fonds de tiers</b>		201/208	470.799	489.667
<b>I. Dettes envers des établissements de crédit</b>	6.11	20100	173.614	171.207
A. A vue		20110	35.277	13.035
B. Dettes résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux		20120		
C. Autres dettes à terme ou à préavis		20130	138.337	158.172
<b>II. Dettes envers la clientèle</b>	6.12	20200	252.583	273.847
A. Dépôts d'épargne		20210		
B. Autres dettes		20220	252.583	273.847
1. A vue		20221	50.274	57.084
2. A terme ou à préavis		20222	202.309	216.764
3. Résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux		20223		
<b>III. Dettes représentées par un titre</b>	6.13	20300		
A. Bons et obligations en circulation		20310		
B. Autres		20320		
<b>IV. Autres dettes</b>	6.14	20400	10.075	8.813
<b>V. Comptes de régularisation</b>	6.15	20500	4.527	5.800
<b>VI. Provisions et impôts différés</b>		20600		
A. Provisions pour risques et charges		20610		
1. Pensions et obligations similaires		20611		
2. Impôts		20612		
3. Autres risques et charges	6.16	20613		
B. Impôts différés		20620		
<b>VII. Fonds pour risques bancaires généraux</b>		20700		
<b>VIII. Dettes subordonnées</b>	6.17	20800	30.000	30.000
<b>Capitaux propres</b>		209/213	68.746	74.693
<b>IX. Capital</b>	6.18	20900	20.000	20.000
A. Capital souscrit		20910	20.000	20.000
B. Capital non appelé		20920		
<b>X. Primes d'émission</b>		21000		

<b>XI. Plus-values de réévaluation</b>		21100		
<b>XII. Réserves</b>		21200	47.746	54.693
A. Réserve légale		21210	2.086	2.086
B. Réserves indisponibles		21220	66	66
1. Pour actions propres		21221		
2. Autres		21222	66	66
C. Réserves immunisées		21230		
D. Réserves disponibles		21240	46.594	52.541
<b>XIII. Bénéfice (Perte) reporté(e) (+)/(-)</b>		21300		
<b>Total du passif</b>		29900	<b>539.545</b>	<b>564.360</b>

**II. — Postes hors bilan**

Postes hors bilan	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>I. Passifs éventuels</b>	6.22	30100	87.504	126.963
A. Acceptations non négociées		30110	22.569	11,646
B. Cautions à caractère de substitut de crédit		30120		246
C. Autres cautions		30130	9.897	14.777
D. Crédits documentaires		30140	55.038	100.294
E. Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers		30150		
<b>II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit</b>	6.22	30200	328.818	307.589
A. Engagements fermes de mise à disposition de fonds		30210		
B. Engagements du fait d'achats au comptant de valeurs mobilières ou autres valeurs		30220		
C. Marge disponible sur lignes de crédit confirmées		30230	328.818	307.589
D. Engagements de prise ferme et de placement de valeurs mobilières		30240		
E. Engagements de rachat résultant de cessions rétrocessions imparfaites		30250		
<b>III. Valeurs confiées à l'établissement de crédit</b>		30300	41.680	30.243
A. Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie		30310		
B. Dépôts à découvert et assimilés		30320	41.680	30.243
<b>IV. A libérer sur actions et parts de sociétés</b>		30400		

**III. — Compte de résultat**

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Frais</b>				
<b>II. Intérêts et charges assimilées</b>		40200	16.444	16.548
<b>V. Commissions versées</b>		40500	515	615
<b>VI. Perte provenant d'opérations financières (-)</b>		40600		
A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers (-)		40610		
B. De la réalisation de titres de placement (-)		40620		
<b>VII. Frais généraux administratifs</b>		40700	21.499	20.729
Frais généraux administratifs A. Rémunérations, charges sociales et pensions		40710	14.463	12.992
B. Autres frais administratifs		40720	7.036	7.737
<b>VIII. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles</b>		40800	1.151	684
<b>IX. Réductions de valeur sur créances et provisions pour les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan (-)</b>		40900	4.661	440
<b>X. Réductions de valeur sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable (-)</b>		41000		
<b>XII. Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan</b>		41200		
<b>XIII. Dotation au fonds pour risques bancaires généraux (+)/(-)</b>		41300		
<b>XV. Autres charges d'exploitation</b>	6.23	41500	4.173	5.017
<b>XVIII. Charges exceptionnelles</b>		41800	11	402
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		41810		
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières		41820		
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels : dotations (utilisations) (+)/(-)		41830		
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		41840		
E. Autres charges exceptionnelles	6.25	41850	11	402
<b>XIXbis.A. Transfert aux impôts différés</b>		41921		
<b>XX.A. Impôts (-)</b>	6.26	42010	12	92
<b>XXI. Bénéfice de l'exercice</b>		42100		594
<b>XXII. Transfert aux réserves immunisées (-)</b>		42200		
<b>XXIII. Bénéfice de l'exercice à affecter</b>		42300		594

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Produits</b>				
<b>I. Intérêts et produits assimilés</b>	6.23	40100	31.139	34.905
A. Dont : de titres à revenu fixe		40110	494	869
<b>III. Revenus de titres à revenu variable</b>	6.23	40300		
A. D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable		40310		
B. De participations dans des entreprises liées		40320		
C. De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		40330		
D. D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières		40340		
<b>IV. Commissions perçues</b>	6.23	40400	5.695	5.359
A. Courtages et commissions apparentées		40410	4.419	4.465
B. Rémunération de services de gestion, de conseil et de conservation		40420		
C. Autres commissions perçues		40430	1.276	894
<b>VI. Bénéfice provenant d'opérations financières</b>	6.23	40600	19	322
A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers		40610	19	322
B. De la réalisation de titres de placement		40620		
<b>IX. Reprises de réductions de valeur sur créances et reprises de provisions pour les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan</b>		40900	1.973	1.546
<b>X. Reprises de réductions de valeur sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable</b>		41000		
<b>XI. Utilisations et reprises de provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes "I. Passifs éventuels" et "II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit" du hors bilan</b>		41100	847	
<b>XIII. Prélèvement sur le fonds pour risques bancaires généraux</b>		41300		
<b>XIV. Autres produits d'exploitation</b>	6.23	41400	1.406	2.123
<b>XVII. Produits exceptionnels</b>		41700	1.438	866
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		41710		
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		41720		
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		41730		
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		41740		
E. Autres produits exceptionnels	6.25	41750	1.438	866
<b>XIXbis.B. Prélèvements sur les impôts différés</b>		41922		
<b>XX.B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales</b>	6.26	42020	2	
<b>XXI. Perte de l'exercice</b>		42100	5.947	
<b>XXII. Prélèvements sur les réserves immunisées</b>		42200		
<b>XXIII. Perte de l'exercice à affecter</b>		42300	5.947	

## IV. — Affectations et prélèvements

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Bénéfice (Perte) à affecter (+)/(-)</b>	49100	-5.947	594
1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)	(42300)	-5.947	594
2. Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent (+)/(-)	(21300P)		
<b>B. Prélèvements sur les capitaux propres</b>	49200	-5.947	
1. Sur le capital et les primes d'émission	49210		
2. Sur les réserves	49220	-5.947	
<b>C. Affectations aux capitaux propres</b>	49300		594
1. Au capital et aux primes d'émission	49310		
2. A la réserve légale	49320		
3. Aux autres réserves	49330		594
<b>D. Bénéfice (Perte) à reporter (+)/(-)</b>	49400		
<b>E. Intervention d'associés dans la perte</b>	49500		
<b>F. Bénéfice à distribuer</b>	49600		
1. Rémunération du capital	49610		
2. Administrateurs ou gérants	49620		
3. Autres allocataires	49630		

## V. — Annexe

## I. Etat des créances sur les établissements de crédit (poste III de l'actif)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Relevé pour le poste dans son ensemble</b>	(10300)	264.795	301.917
<b>1. Créances sur les entreprises liées</b>	50101	192	448
<b>2. Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	50102		
<b>3. Créances subordonnées</b>	50103		
<b>B. Relevé des autres créances (à terme ou à préavis)</b>	(10320)	219.035	262.256
<b>1. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit</b>	50104		
<b>2. Ventilation des autres créances (à terme ou à préavis) selon leur durée résiduelle</b>			
a. Trois mois maximum	50105	124.723	
b. Plus de trois mois à un an maximum	50106	66.775	
c. Plus d'un an à cinq ans maximum	50107	19.813	
d. Plus de cinq ans	50108		
e. A durée indéterminée	50109	7.724	

## II. Etat des créances sur la clientèle (poste IV de l'actif)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>1. Créances sur les entreprises liées</b>	50201		
<b>2. Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	50202		
<b>3. Créances subordonnées</b>	50203		
<b>4. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit</b>	50204		
<b>5. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur durée résiduelle</b>			
a. Trois mois maximum	50205	42.951	
b. Plus de trois mois à un an maximum	50206	31.608	
c. Plus d'un an à cinq ans maximum	50207	21.450	
d. Plus de cinq ans	50208	3.068	
e. A durée indéterminée	50209	55.357	
<b>6. Ventilation des créances sur la clientèle selon la nature des débiteurs</b>			
a. Créances sur les pouvoirs publics	50210		
b. Créances sur les particuliers	50211	6.058	4.680
c. Créances sur les entreprises	50212	148.376	139.969
<b>7. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur nature</b>			
a. Effets commerciaux (y compris acceptations propres)	50213		
b. Créances résultant de la location-financement et créances similaires	50214		
c. Prêts à taux de chargement forfaitaire	50215		
d. Prêts hypothécaires	50216		
e. Autres prêts à terme à plus d'un an	50217	24.881	
f. Autres créances	50218	129.553	
<b>8. Ventilation géographique des créances sur la clientèle</b>			
a. Origine belge	50219	2.415	
b. Origine étrangère	50220	152.019	
<b>9. Données analytiques relatives aux prêts hypothécaires avec reconstitution auprès de l'établissement ou assortis de contrats d'assurance-vie et de capitalisation</b>			
a. Capitaux initialement prêtés	50221		
b. Fonds de reconstitution et réserves mathématiques se rapportant à ces prêts	50222		
c. Encours net de ces prêts (a - b)	50223		

## III. Etat des obligations et autres titres à revenu fixe (poste V de l'actif)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Relevé général</b>	(10500)	36.387	25.483
<b>1. Obligations et titres émis par des entreprises liées</b>	50301		
<b>2. Obligations et titres émis par d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	50302		
<b>3. Obligations et titres représentant des créances subordonnées</b>	50303		
<b>4. Ventilation géographique des créances</b>			
a. Emetteurs publics belges	50304	4.987	
b. Emetteurs publics étrangers	50305	8.240	
c. Emetteurs belges autres que publics	50306		
d. Emetteurs étrangers autres que publics	50307	23.160	

<b>5. Cotations</b>			
a. Valeur comptable des titres cotés	50308	36.387	
b. Valeur de marché des titres cotés	50309	36.433	
c. Valeur comptable des titres non cotés	50310		
<b>6. Durées</b>			
a. Durée résiduelle d'un an maximum	50311	30.806	
b. Durée résiduelle supérieure à un an	50312	5.581	
<b>7. Ventilation selon que les titres font partie</b>			
a. Du portefeuille commercial	50313		
b. Du portefeuille de placements	50314	36.387	
<b>8. Pour le portefeuille commercial</b>			
a. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition des titres évalués à la valeur de marché	50315		
b. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable des titres évalués par application de l'article 35ter, § 2, alinéa 2	50316		
<b>9. Pour le portefeuille de placements</b>			
a. La différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable	50317	65	
b. La différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à leur valeur comptable	50318	65	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>B. Relevé détaillé de la valeur comptable du portefeuille de placements obligations et autres titres à revenu fixe</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50323P	xxxxxxxxxxxxxx	28.053
<b>2. Mutations de l'exercice</b>	50319	10.904	
a. Acquisitions	50320	31.108	
b. Cessions	50321	(20.345)	
c. Ajustements effectués par application de l'article 35ter, § 4 et 5 (+)/(-)	50322	141	
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50323	38.957	
<b>4. Transferts entre portefeuilles</b>			
a. Transferts du portefeuille de placements au portefeuille commercial	50324		
b. Transferts du portefeuille commercial au portefeuille de placements	50325		
c. Impact sur le résultat	50326		
<b>5. Réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50332P		2.570
<b>6. Mutations de l'exercice</b>	50327		
a. Actées	50328		
b. Reprises car excédentaires	50329		
c. Annulées	50330		
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50331		
<b>7. Réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50332	2.570	
<b>8. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	(50314)	36.387	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>D. Autres immobilisations incorporelles</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50738P	xxxxxxxxxxxxxx	5.054
<b>2. Mutations de l'exercice</b>	50734	2.687	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50735	2.687	
b. Cessions et désaffectations	50736		
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50737		
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50738	7.741	
<b>4. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50745P	xxxxxxxxxxxxxx	1.014
<b>5. Mutations de l'exercice</b>	50739	520	
a. Actées	50740	520	
b. Reprises	50741		
c. Acquises de tiers	50742		
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50743		
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50744		
<b>6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50745	1.534	
<b>7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	50746	6.207	

**VIII. Etat des immobilisations corporelles (poste IX de l'actif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>A. Terrains et constructions</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50805P	xxxxxxxxxxxxx	8.852
<b>2. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50801	0	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50802	0	
b. Cessions et désaffectations	50803		
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50804		
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50805	8.852	
<b>4. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50811P	xxxxxxxxxxxxx	
<b>5. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50806		
a. Actées	50807		
b. Acquises de tiers	50808		
c. Annulées	50809		
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50810		
<b>6. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50811		
<b>7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50818P	xxxxxxxxxxxxx	760
<b>8. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50812	183	
a. Actées	50813	183	
b. Reprises	50814		
c. Acquises de tiers	50815		
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50816		
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50817		
<b>9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50818	943	
<b>10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	50819	7.909	

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>B. Installations, machines et outillage</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50824P	xxxxxxxxxxxxx	2.562
<b>2. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50820	68	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50821	68	
b. Cessions et désaffectations	50822		
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50823		
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50824	2630	
<b>4. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50830P	xxxxxxxxxxxxx	
<b>5. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50825		
a. Actées	50826		
b. Acquises de tiers	50827		
c. Annulées	50828		
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50829		
<b>6. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50830		
<b>7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50837P	xxxxxxxxxxxxx	2.403
<b>8. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50831	111	
a. Actées	50832	111	
b. Reprises	50833		
c. Acquises de tiers	50834		
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50835		
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50836		
<b>9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50837	2,514	
<b>10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	50838	116	

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>C. Mobilier et matériel roulant</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50843P	xxxxxxxxxxxxx	585
<b>2. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50839	3	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50840	3	
b. Cessions et désaffectations	50841		
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50842		
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50843	588	
<b>4. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50849P	xxxxxxxxxxxxx	
<b>5. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50844		
a. Actées	50845		

b. Acquis de tiers	50846		
c. Annulées	50847		
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50848		
<b>6. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50849		
<b>7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50856P	xxxxxxxxxxxxx	262
<b>8. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50850	49	
a. Actées	50851	49	
b. Reprises	50852		
c. Acquis de tiers	50853		
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50854		
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50855		
<b>9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50856	311	
<b>10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	50857	277	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>E. Autres immobilisations corporelles</b>			
<b>1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50884P	xxxxxxxxxxxxx	2.680
<b>2. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50880	13	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50881	13	
b. Cessions et désaffectations	50882		
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50883		
<b>3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b>	50884	2.693	
<b>4. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50890P	xxxxxxxxxxxxx	
<b>5. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50885		
a. Actées	50886		
b. Acquis de tiers	50887		
c. Annulées	50888		
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50889		
<b>6. Plus-values au terme de l'exercice</b>	50890		
<b>7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50897P	xxxxxxxxxxxxx	1.236
<b>8. Mutations de l'exercice (+)/(-)</b>	50891	243	
a. Actées	50892	243	
b. Reprises	50893		
c. Acquis de tiers	50894		
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50895		
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50896		
<b>9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b>	50897	1.479	
<b>10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	50898	1.216	

**IX. Autres actifs (poste XI de l'actif)**

	Exercice
<b>Ventilation du poste XI de l'actif si celui-ci représente un montant important</b>	<b>2.164</b>
Actifs divers qui se détaillent comme suit :	
Cautionnement (Swift)	28
Cautionnement (Infonet)	31
Cautionnement (Location)	14
Elimination imparfaite dans les comptes Nostri (cut-off differences)	
Dépenses d'exploitation en suspens	1.783
Timbres fiscaux	4
TVA à récupérer	554
Avance sur salaires	-97
Taxes à recevoir	626
Euro différence	-779

**X. Comptes de régularisation (poste XII de l'actif)**

	Codes	Exercice
<b>1. Charges à reporter</b>	51001	1.589
<b>2. Produits acquis</b>	51002	3.052

**X.bis Remploi des fonds de clients ségrégués**

	Codes	Exercice
<b>Total</b>	51003	



**XI. Etat des dettes envers des établissements de crédit (poste I du passif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>1. Dettes envers des entreprises liées</b>	51101	18.365	4.848
<b>2. Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	51102		
<b>3. Ventilation des dettes autres qu'à vue selon leur durée résiduelle</b>			
a. De trois mois maximum	51103	129.497	
b. De plus de trois mois à un an maximum	51104	3.080	
c. De plus d'un an à cinq ans maximum	51105		
d. De plus de cinq ans	51106		
e. A durée indéterminée	51107	41.037	

**XII. Etat des dettes envers la clientèle (poste II du passif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>1. Dettes envers des entreprises liées</b>	51201		
<b>2. Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	51202		
<b>3. Ventilation des dettes envers la clientèle selon leur durée résiduelle</b>			
a. A vue	51203	50.614	
b. De trois mois maximum	51204	114.673	
c. De plus de trois mois à un an maximum	51205	87.296	
d. De plus d'un an à cinq ans maximum	51206		
e. De plus de cinq ans	51207		
f. A durée indéterminée	51208		
<b>4. Ventilation des dettes envers la clientèle selon la nature des débiteurs</b>			
a. Dettes envers les pouvoirs publics	51209	12.895	
b. Dettes envers les particuliers	51210	109.442	180,482
c. Dettes envers les entreprises	51211	130.246	93,365
<b>5. Ventilation géographique des dettes envers la clientèle</b>			
a. Origine belge	51212	2.975	
b. Origine étrangère	51213	249.608	

**XIV. Etat des autres dettes (poste IV du passif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>
<b>1. Dettes fiscales, salariales et sociales envers des administrations fiscales</b>	51401	620
a. Dettes échues	51402	
b. Dettes non échues	51403	620
<b>2. Dettes fiscales, salariales et sociales envers l'Office national de sécurité sociale</b>	51404	1.676
a. Dettes échues	51405	
b. Dettes non échues	51406	1.676
<b>3. Impôts</b>		
a. Impôts à payer	51407	
b. Dettes fiscales estimées	51408	
<b>4. Autres dettes</b>		
Ventilation si ce sous-poste représente un montant important		7.779
Factures à recevoir		2.012
Factures en suspens		4.085
Suspens sur lettre de crédit		1
Autres		49
Suspens généré par le système		-50
Elimination imparfait		1.682

**XV. Comptes de régularisation (poste V du passif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>
<b>1. Charges à imputer</b>	51501	2.892
<b>2. Produits à reporter</b>	51502	1.635

**XVII. Etat des dettes subordonnées (poste VIII du passif)**

	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>	<b>Exercice précédent</b>
<b>1. Dettes subordonnées envers des entreprises liées</b>	51701	30.000	30.000
<b>2. Dettes subordonnées envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	51702		

	Codes	Exercice
<b>3. Charges afférentes aux dettes subordonnées et imputables à l'exercice</b>	51703	0

**4. Pour chaque emprunt subordonné, les indications suivantes : le numéro de référence, le code ISO de la devise, le montant de l'emprunt dans la monnaie de l'emprunt, les modalités de rémunération, l'échéance et, à défaut d'échéance déterminée, les modalités de durée, le cas échéant les circonstances dans lesquelles l'établissement est tenu de le rembourser anticipativement, les conditions de la subordination, et le cas échéant les conditions de convertibilité en capital ou en une autre forme de passif**

Référence LD1603200002

Trente millions (30,000,000) Euros (EUR).

#### INTÉRÊTS

Le Prêt porte intérêt sur le montant tiré à un taux d'intérêt (le « Taux d'intérêt ») revalorisé tous les 10 ans à compter de la Date de Décaissement (ci-après dénommée la « Date de Revalorisation ») comme suit :

Un taux fixe de 6 % (six pour cent) par an, à compter de la Date de Décaissement (01/02/2016) jusqu'à la première Date de Revalorisation (01/02/2026). Conformément à la clause 3.4 de l'accord, BBE a annulé les distributions des intérêts pour une période indéterminée et sur une base non cumulative à partir de 1/7/2022.

Puis, à chaque Date de Revalorisation (y compris la première) et pendant les dix années suivantes, à 458 points de base (4,58 %) au-dessus du taux de swap en EUROS sur 10 ans, tel qu'en vigueur deux Jours Ouvrables avant cette Date de Revalorisation et publié par l'agence Reuters, ou en l'absence d'une telle publication, correspondant à la moyenne de ces taux déterminés par trois banques exerçant leurs activités au Royaume-Uni et sélectionnées par le Prêteur. La Revalorisation ne s'applique qu'au taux de base (soit au taux de swap 10 ans). Le niveau actuel du taux de base (entre 1,1485 et 1,1785) justifie à la fois le taux fixe initial et le spread appliqué à chaque Date de Revalorisation.

Les intérêts courent sur une base quotidienne et seront calculés sur la base d'une année de 360 jours.

Le montant de l'emprunt s'élève à EUR 30,000,000.

Sans préjudice de l'Article 3.4 ci-après, les intérêts seront dus et exigibles par virement bancaire en date du 31 décembre et du 30 juin de chaque année (chacune étant dénommée une « Date de Paiement des Intérêts »). S'il advenait qu'une Date de Paiement des Intérêts ne tombe pas un Jour Ouvrable pendant la durée du Prêt, elle sera différée au premier Jour Ouvrable suivant.

#### PAIEMENT DU PRÊT (conditions de convertibilité)

Si, à tout moment :

1. le ratio de fonds propres durs (Common Equity Tier 1) de l'Emprunteur (solo) tombe en deçà de 5,125 %, ou ;
2. l'actif net (solo) tombe sous le seuil tel que défini à l'Article 633 du Code des Sociétés, ou ;
3. les fonds propres (solo) sont inférieurs aux exigences minimales telles que définies à l'Article 17 de la Loi du 25 avril 2014 (6.200.000 EUR actuellement) ou ;
4. sous réserve des lois applicables, le principe de continuité de l'exploitation de l'Emprunteur n'est pas suffisamment garanti, à savoir (i) l'autorité de résolution identifie un manque de capitaux et une situation financière déficitaire de l'Emprunteur, exposant ce dernier à une éventuelle insolvabilité et/ou (ii) l'autorité de résolution détermine que l'Emprunteur nécessite un financement public extraordinaire afin d'éviter toute insolvabilité, faillite ou incapacité à rembourser ses obligations à leur échéance ou (iii) dans tous autres cas similaires

La quote-part du Prêt nécessaire pour permettre à l'Emprunteur de renouer avec les seuils réglementaires, ou la quote-part du Prêt déterminée par l'autorité de résolution, sera alors convertie en actions sans délai, au plus tard dans le mois, à moins qu'une action immédiate ne soit légalement requise, auquel cas l'Emprunteur doit déterminer une date de conversion anticipée. Le prix de conversion sera fixé à la valeur de l'actif net, calculée au terme du mois précédent.

Les événements déclencheurs décrits aux Articles 1 à 4 sont considérés individuellement (et non conjointement)

#### XVIII. Etat du capital et structure de l'actionariat

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>A. Etat du capital</b>			
<b>1. Capital social</b>			
a. Capital souscrit			
Au terme de l'exercice précédent	20910P	xxxxxxxxxxxxxx	20.000
Au terme de l'exercice	(20910)	20.000	
	<b>Codes</b>	<b>Montants</b>	<b>Nombre d'actions</b>
Modifications au cours de l'exercice			
b. Représentation du capital			
Catégories d'actions		20.000	9.750
Actions nominatives	51801	xxxxxxxxxxxxxx	9.750
Actions au porteur et/ou dématérialisées	51802	xxxxxxxxxxxxxx	
	<b>Codes</b>	<b>Montant non appelé</b>	<b>Montant appelé, non versé</b>
<b>2. Capital non libéré</b>			
a. Capital non appelé	(20920)		xxxxxxxxxxxxxx
b. Capital appelé, non versé	51803	xxxxxxxxxxxxxx	
c. Actionnaires redevables de libération			

	Codes	Exercice
<b>3. Actions propres</b>		
a. Détenues par l'établissement lui-même		
* Montant du capital détenu	51804	
* Nombre d'actions correspondantes	51805	
b. Détenues par ses filiales		
* Montant du capital détenu	51806	
* Nombre d'actions correspondantes	51807	
<b>4. Engagement d'émission d'actions</b>		
a. Suite à l'exercice de droits de CONVERSION		
* Montant des emprunts convertibles en cours	51808	30.000
* Montant du capital à souscrire	51809	30.000
* Nombre maximum d'actions à émettre	51810	10.000
b. Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION		
* Nombre de droits de souscription en circulation	51811	
* Montant du capital à souscrire	51812	
* Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	51813	
<b>5. Capital autorisé non souscrit</b>	51814	
	<b>Codes</b>	<b>Exercice</b>
<b>6. Parts non représentatives du capital</b>		
a. Répartition		
* Nombre de parts	51815	
* Nombre de voix qui y sont attachées	51816	
b. Ventilation par actionnaire		
* Nombre de parts détenues par la société elle-même	51817	
* Nombre de parts détenues par les filiales	51818	

**B. Structure de l'actionnariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'établissement**

99,95% des actions sont détenues par Byblos Bank S.A.L.

**XIX. Ventilation du bilan, si celui-ci est supérieur à 15 millions d'euros, en euros et en devises étrangères**

	Codes	Exercice
<b>1. Total de l'actif</b>		
a. En euros	51901	181.814
b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros)	51902	371.898
<b>2. Total du passif</b>		
a. En euros	51903	208.407
b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros)	51904	345.305

**XXII. Etat des passifs éventuels et des engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit (postes I et II du hors bilan)**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>1. Total des passifs éventuels pour compte d'entreprises liées</b>	52201	3.731	2.262
<b>2. Total des passifs éventuels pour compte d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</b>	52202		
<b>3. Total des engagements envers des entreprises liées, pouvant donner lieu à un risque de crédit</b>	52203		
<b>4. Total des engagements envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation, pouvant donner lieu à un risque de crédit</b>	52204		

**XXIII. RÉSULTATS D'EXPLOITATION (postes I à XV du compte de résultats)**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>1. Ventilation des résultats d'exploitation selon leur origine</b>			
a. Intérêts et produits assimilés	(40100)	31.139	34.905
* Sièges belges	52301	22.437	23.714
* Sièges à l'étranger	52302	8.702	11.191
b. Revenus de titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable	(40310)		
* Sièges belges	52303		
* Sièges à l'étranger	52304		
c. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées	(40320)		
* Sièges belges	52305		
* Sièges à l'étranger	52306		
d. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il	(40330)		

existe un lien de participation			
* Sièges belges	52307		
* Sièges à l'étranger	52308		
e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	(40340)		
* Sièges belges	52309		
* Sièges à l'étranger	52310		
f. Commissions perçues	(40400)	5.695	5.359
* Sièges belges	52311	4.538	3.271
* Sièges à l'étranger	52312	1.157	2.088
g. Bénéfice provenant d'opérations financières	(40600)	19	322
* Sièges belges	52313	-63	377
* Sièges à l'étranger	52314	82	-55
h. Autres produits d'exploitation	(41400)	1.406	2.123
* Sièges belges	52315	1.107	1.872
* Sièges à l'étranger	52316	299	251
<b>2. Travailleurs inscrits au registre du personnel</b>			
a. Nombre total à la date de clôture	52317	111	111
b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	52318	110	110
* Personnel de direction	52319	4	10
* Employés	52320	104	98
* Ouvriers	52321	2	2
* Autres	52322	1	
c. Nombre d'heures effectivement prestées	52323	168.244	149.324
<b>3. Frais de personnel</b>			
a. Rémunérations et avantages sociaux directs	52324	10.333	8.982
b. Cotisations patronales d'assurances sociales	52325	2.845	2.580
c. Primes patronales pour assurances extralégales	52326	864	881
d. Autres frais de personnel	52327	421	549
e. Pensions de retraite et de survie	52328		
<b>4. Provisions pour pensions et obligations similaires</b>			
a. Dotations (+)	52329		
b. Utilisations et reprises (-)	52330		

  

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>5. Ventilation des autres produits d'exploitation si ce poste représente un montant important</b>			
<b>6. Autres charges d'exploitation</b>			
a. Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	52331	2.202	2.852
b. Autres	52332	1.971	2.165
c. Ventilation des autres charges d'exploitation si ce poste représente un montant important			
Directors fees		964	1.317
Management fees		507	482
Autres		500	366
<b>7. Résultats d'exploitation relatifs aux entreprises liées</b>	52333	1.384	60
<b>8. Charges d'exploitation relatives aux entreprises liées</b>	52334		

**XXIV. Relevé relatif aux opérations de hors bilan à terme sur valeurs mobilières, sur devises et autres instruments financiers, qui ne sont pas constitutives d'engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit au sens du poste II du hors bilan**

	Codes	Exercice
<b>A. Types d'opérations (montant à la date de clôture des comptes)</b>		
<b>1. Opérations sur valeurs mobilières</b>		
a. Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et de titres négociables	52401	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52402	
<b>2. Opérations sur devises (montants à livrer)</b>		
a. Opérations de change à terme	52403	12.935
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52404	12.935
b. Swaps de devises et de taux d'intérêt	52405	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52406	
c. Futures sur devises	52407	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52408	
d. Options sur devises	52409	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52410	
e. Opérations à terme de cours de change	52411	

* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52412	
<b>3. Opérations sur d'autres instruments financiers</b>		
Opérations à terme de taux d'intérêt (montant nominal/notionnel de référence)		
a. Contrats de swaps de taux d'intérêt	52413	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52414	
b. Opérations de futures sur taux d'intérêt	52415	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52416	
c. Contrats de taux d'intérêts à terme	52417	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52418	
d. Options sur taux d'intérêt	52419	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52420	
Autres achats et ventes à terme (prix d'achat/de vente convenu entre parties)		
e. Autres opérations de change	52421	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52422	
f. Autres opérations de futures	52423	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52424	
g. Autres achats et ventes à terme	52425	
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52426	

**XXV. résultats exceptionnels**

	Codes	Exercice
<b>1. Plus-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées</b>	52501	
<b>2. Moins-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées</b>	52502	
<b>3. Ventilation des autres résultats exceptionnels si ce poste représente un montant important</b>		
Reprise provision bonus 2023		285
Reprise provision management contract 2023		179
Cleaning comptes suspens		223
Reprise provision pécule vacances 2024		477
<b>4. Ventilation des autres charges exceptionnelles si ce poste représente un montant important</b>		
Perte divers		11

**XXVI. Impôts sur le résultat**

	Codes	Exercice
<b>1. Impôts sur le résultat de l'exercice</b>	52601	10
a. Impôts et précomptes dus ou versés	52602	10
b. Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	52603	
c. Suppléments d'impôts estimés	52604	
<b>2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs</b>	52605	2
a. Suppléments d'impôts dus ou versés	52606	2
b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	52607	
<b>3. Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé</b>		
DNA		209
Mouvements du FIS		864
Réductions de valeur sur créances résultant de risque pays		-753
Réductions de valeur sur créances pour risques commerciaux évalués individuellement		2.095

**4. Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice**

	Codes	Exercice
<b>5. Sources de latences fiscales</b>		
a. Latences actives (FIS, titres, risque pays)	52608	11.596
* Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	52609	
* Autres latences actives		
b. Latences passives	52610	
* Ventilation des latences passives		

**XXVII. Autres taxes et impôts à charge de tiers**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>1. Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales, portées en compte</b>			
a. A l'établissement (déductible)	52701	919	1.774
b. Par l'établissement (due)	52702	1.404	1.390
<b>2. Montants retenus à charge de tiers, au titre de</b>			

a. Précompte professionnel	52703	2.887	2.285
b. Précompte mobilier	52704		

**XXVIII. Droits et engagements hors bilan (en ce compris les transactions avec des parties liées)****A. Droits et engagements hors bilan**

	Codes	Exercice
1. Engagements importants d'acquisition d'immobilisations		
2. Engagements importants de cession d'immobilisations		

**3. Montant et nature des litiges importants et autres engagements importants****4. Le cas échéant, description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie instauré au profit du personnel ou des dirigeants et des mesures prises pour en couvrir la charge**

La société Byblos Bank Europe sa a instauré un plan de pension complémentaire au profit de l'ensemble de son personnel depuis l'année 01/01/1997. Ce plan de pension est un plan dit « prestation définie » et est externalisé et financé par un contrat d'assurance groupe. Ce plan définit le versement de contributions payées par l'employeur et/ou par les membres du personnel qui vise principalement à financer un capital payable en cas de vie à l'âge de 65 ans.

	Code	Exercice
5. Pensions dont le service incombe à l'établissement lui-même : montant estimé des engagements résultant, pour l'établissement, de prestations déjà effectuées Bases et méthodes de cette estimation	52801	

**6. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan**

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'établissement ; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour l'établissement doivent également être mentionnées :

	Exercice
<b>B. Transactions avec des parties liées</b> Mention de telles transactions si elles sont significatives, y compris le montant de ces transactions, la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la situation financière de l'établissement : En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état XVIII.B.	
<b>C. Nature et impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou dans le bilan</b>	

**XXIX. Relations financières avec**

	Codes	Exercice
<b>A. Les administrateurs et gérants, les personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement l'établissement sans être liées à celle-ci ou les autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par ces personnes</b>		
<b>1. Créances sur les personnes précitées</b>	52901A	
a. Conditions essentielles des créances (y compris de taux et de durée)		
b. Montants éventuellement remboursés ou auxquels il a été renoncé	52901B	
<b>2. Garanties constituées en leur faveur</b>	52902	
a. Conditions essentielles des garanties constituées		
<b>3. Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur</b>	52903	
a. Conditions essentielles des autres engagements		
<b>4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable</b>		
a. Aux administrateurs et gérants	52904	1.976
b. Aux anciens administrateurs et anciens gérants	52905	
<b>B. Le ou les commissaire(s) et les personnes avec lesquelles il est lié (ils sont liés)</b>		
<b>1. Emoluments du (des) commissaire(s)</b>	52906	120
<b>2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)</b>		
a. Autres missions d'attestation	52907	
b. Missions de conseils fiscaux	52908	
c. Autres missions extérieures à la mission révisoriale	52909	
<b>3. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)</b>		
a. Autres missions d'attestation	52910	
b. Missions de conseils fiscaux	52911	9
c. Autres missions extérieures à la mission révisoriale	52912	

**XXX. Positions portant sur des instruments financiers**

	Codes	Exercice
<b>1. Instruments financiers à recevoir par l'établissement pour le compte de clients</b>	53001	
<b>2. Instruments financiers à livrer par l'établissement à des clients</b>	53002	
<b>3. Instruments financiers de clients reçus en dépôt par l'établissement</b>	53003	20.915
<b>4. Instruments financiers de clients donnés en dépôt par l'établissement</b>	53004	20.915
<b>5. Instruments financiers de clients reçus en garantie par l'établissement</b>	53005	
<b>6. Instruments financiers de clients donnés en garantie par l'établissement</b>	53006	

**XXXI. Information pays par pays**

Information à compléter pour les établissements visés à l'article 4, paragraphe 1er, 3 du Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le Règlement (UE) n° 648/2012 sauf ceux qui publient des comptes consolidés conformément à l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif.

Dénomination de la succursale, filiale ou filiale commune NATURE des activités PAYS	Exercice				
	Nombre de salariés en équivalents temps plein	Chiffre d'affaires (= Intérêts et produits assimilés + revenus de titres à revenu variable + commissions perçues + bénéfices provenant d'opérations financières)	Bénéfice (Perte) avant impôt	Impôts sur le résultat	Subventions publiques reçues
Byblos Bank Europe S.A. (Brussels Branch) Bld Bischofsheim 1/8 1000 Bruxelles	84	KEUR 11.903	KEUR (5.830)	KEUR (1.5)	EUR 0
Byblos Bank Europe S.A. (London Branch) Berkely Square House 8th Floor, Berkely Square London W1J 6DB	16	KGBP 4.531	KGBP 201	KGBP 2	GBP 0
Byblos Bank Europe S.A. (Paris Branch) 15 Rue Lord Byron 75008 Paris	11.5	KEUR 2.991	KEUR 345	KEUR 0	EUR 0

**Déclaration relative aux comptes consolidés****A. Informations à compléter par tous les établissements**

L'établissement n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'il en est exempté pour la (les) raison(s) suivante(s)\*  
L'établissement ne contrôle pas, seul ou conjointement, une ou plusieurs filiales de droit belge ou de droit étranger\*

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 :

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'entreprise mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée :

**B. Informations à compléter par l'établissement s'il est une filiale ou une filiale commune**

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation\*\*:

BYBLOS BANK SAL  
Byblos Tower Avenue Elias Sarkis – Achrafieh  
Beyrouth - Liban

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus\*\*:

BYBLOS BANK SAL  
Byblos Tower Avenue Elias Sarkis – Achrafieh  
Beyrouth - Liban  
<http://www.byblosbank.com>

\*\* Si les comptes de l'établissement sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'établissement fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

**Bilan social (en euros)**

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'établissement 310.00.

**Etat des personnes occupées****Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration dimona ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
<b>Nombre moyen de travailleurs</b>				
Temps plein	1001	71,0	36,8	34,2
Temps partiel	1002	8,2	1,3	6,9
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	77,1	37,9	39,2

Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	114 651,3	59 985,1	54 666,2
Temps partiel	1012	9 509,4	1 739,8	7 769,6
Total	1013	124 160,7	61 724,9	62 435,8
<b>Frais de personnel</b>				
Temps plein	1021	7 946 266,61	xxxxxxxxx	xxxxxxxxx
Temps partiel	1022	493 910,98	xxxxxxxxx	xxxxxxxxx
Total	1023	8 440 177,59	4 402 242,54	4 037 935,05
<b>Montant des avantages accordés en sus du salaire</b>	1033	117 912,24	58 106,19	59 806,05

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003			
Nombre d'heures effectivement prestées	1013			
Frais de personnel	1023			
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

**Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration dimona ou qui sont inscrits au registre général du personnel (suite)**

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
<b>Nombre de travailleurs</b>	105	72	6	76,6
<b>Par type de contrat de travail</b>				
Contrat à durée indéterminée	110	65	6	69,6
Contrat à durée déterminée	111	7	0	7,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0	0	0,0
Contrat de remplacement	113	0	0	0,0
<b>Par sexe et niveau d'études</b>				
Hommes	120	37	1	37,8
de niveau primaire	1200	0	0	0,0
de niveau secondaire	1201	5	0	5,0
de niveau supérieur non universitaire	1202	5	0	5,0
de niveau universitaire	1203	27	1	27,8
Femmes	121	35	5	38,8
de niveau primaire	1210	1	0	1,0
de niveau secondaire	1211	2	1	2,5
de niveau supérieur non universitaire	1212	7	2	8,7
de niveau universitaire	1213	25	2	26,6
<b>Par catégorie professionnelle</b>				
Personnel de direction	130	2	0	2,0
Employés	134	69	5	73,1
Ouvriers	132	1	1	1,5
Autres	133	0	0	0,0

**Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'établissement**

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150	0	
Nombre d'heures effectivement prestées	151	0	
Frais pour l'établissement	152	0	

**Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice**

Entrées	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
<b>Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice</b>	205	26	20	35,9
<b>Par type de contrat de travail</b>				
Contrat à durée indéterminée	210	11	1	11,5
Contrat à durée déterminée	211	14	19	23,4
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212	0	0	0,0
Contrat de remplacement	213	1	0	1,0



Sorties	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
<b>Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice</b>	305	26	22	38,3
<b>Par type de contrat de travail</b>				
Contrat à durée indéterminée	310	17	3	19,1
Contrat à durée déterminée	311	8	19	18,2
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312	0	0	0,0
Contrat de remplacement	313	1	0	1,0
<b>Par motif de fin de contrat</b>				
Pension	340	3	0	3,0
Chômage avec complément d'entreprise	341	0	0	0,0
Licenciement	342	3	3	4,7
Autre motif	343	20	19	30,6
Dont : le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'établissement comme indépendants	350			

#### Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5801	33,00	5811	25,00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	388,57	5812	271,50
Coût net pour l'établissement	5803	26.780,76	5813	28.677,20
dont coût brut directement lié aux formations	58031	26.780,76	58131	28.677,20
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	0,00	58132	0,00
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	0,00	58133	0,00
<b>Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur</b>				
Nombre de travailleurs concernés	5821	13,00	5831	15,00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	1.371,00	5832	804,00
Coût net pour l'entreprise	5823	30.686,30	5833	27.178,38
<b>Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur</b>				
Nombre de travailleurs concernés	5841	0,00	5851	0,00
Nombre d'heures de formation suivies	5842	0,00	5852	0,00
Coût net pour l'établissement	5843	0,00	5853	0,00

#### Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation sont en accord avec l'AR du 23 Septembre 1992 régissant les comptes annuels des institutions de crédit.

#### Réévaluation des débiteurs

Des réductions de valeur sont actées sur les expositions nettes des créances douteuses ou irrécouvrables, et ceci à partir du grade 4 :

- Les expositions nettes sur les créances de grade 4 font l'objet d'une réduction de valeur de minimum 20% ;
- Les expositions nettes sur les créances de grade 5 font l'objet d'une réduction de valeur de minimum 40% ;
- les expositions nettes sur les créances de grade 6 font l'objet d'une réduction de valeur de 100%,

Les expositions nettes sont déterminées en tenant compte des dépôts reçus en gage. Lorsqu'une créance est couverte par une hypothèque sur un bien immobilier, la valeur de la garantie est déterminée en appliquant une décote sur la valeur du bien immobilier.

#### Titres à revenu fixe du portefeuille de placement

Ces titres sont réévalués sur base du calcul actuariel, compris comme le prix d'achat ajouté de toute variance en relation avec leur valeur de remboursement futur. Cette variance est comptabilisée dans les marges d'intérêt.

Les titres à revenu fixe font l'objet de réductions de valeur selon les mêmes règles que les autres débiteurs (voir ci-dessus). En outre, en cas de détérioration de la qualité crédit de l'émetteur de titres, le conseil d'administration peut décider d'acter une réduction de valeur sur les titres concernés. Cette règle prudente a été établie afin de refléter les risques accrus observés sur le portefeuille titres de la Banque, en ce compris sur ses obligations étatiques.

#### Réévaluation des comptes en monnaies étrangères,

Les comptes en monnaie étrangère sont exprimés en EUR sur base du cours officiel à la fin de l'année. Les différences de change sont comptabilisées en pertes et profits. Les écarts de conversion relatifs à la succursale britannique sont différés dans les comptes de la régularisation passifs s'ils sont positifs.

#### Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût des investissements en immeuble, mobilier, équipement, matériel roulant et software sont amortis de manière linéaire en fonction de la vie économique estimée des actifs,

Immeubles sur 33 ans  
Fourniture sur 10 ans

Equiperment sur 3 ans  
Matériel roulant sur 5 ans  
Software sur 3 ans  
Core banking system software 10 ans

### Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour couvrir des pertes et charges probables ou certaines pour lesquelles il n'est pas possible de déterminer un montant d'un degré raisonnable de certitude et lesquelles sont supposées se réaliser.

### Risque pays

Seuls les pays présentant une exposition significative sont pris en compte pour le calcul d'une éventuelle provision pour risque pays, La "provision" pour risques pays est comptabilisée comme une réduction de valeur non individualisée sur créances, Pour chaque pays répondant à cette caractéristique, BBE applique un certain nombre de paramètres :

- L'exposition nette (une provision n'est nécessaire que si l'exposition nette atteint 5M€);
- La sévérité des problèmes de paiement dus au contexte macro-économique du pays ;
- Les facteurs politiques et économiques ayant un impact potentiel sur le service de la dette extérieure ;
- La sensibilité aux contraintes et réglementations internationales ;
- Les performances passées du pays en matière de service de la dette ;
- La notation du pays
- Les opportunités pour BBE de bénéficier d'un statut favorable en raison de ses relations d'affaires historiques avec le pays ;
- La nature de l'encours de la dette : qualité des débiteurs (établissements de crédit ou entreprises), balance âgée, crédit syndiqué ou non.

Le Comité Exécutif de BBE décide de la constitution de la provision, soit en augmentant la provision ad hoc pour risque pays, soit en réduisant les fonds propres de la Banque. La règle de provisionnement pour le risque pays a été légèrement adaptée. Ce changement n'a pas eu d'effet significatif sur le compte de résultat, car l'écart qui en a résulté a été affecté au fond interne de sécurité.

### Fond interne de sécurité

La direction peut constituer une provision en vue de couvrir des risques futurs, non encore avérés, Cette provision est enregistrée via le compte « IX, Réductions de valeur sur créances et provisions pour les postes « I, Pas sifs éventuels » et « II, Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors bilan, », et est déduite des créances sur clients (au bilan).

### Base de présentation des comptes annuels 2024

Les comptes annuels de BBE au 31 décembre 2024 ont été préparés sur la base du principe de continuité d'exploitation.

La continuité de l'entreprise doit être évaluée sur une période d'au moins 12 mois, à partir de la date d'approbation des états financiers.

Au cours des dernières années, la banque a réalisé des investissements importants pour améliorer sa gestion des risques et devenir pratiquement indépendante de sa société mère au Liban (d'un point de vue opérationnel et financier). Ces investissements concernaient principalement l'expertise requise en Europe, ainsi que la formalisation et le renforcement des organes de gouvernance et de contrôle interne (conformité, audit interne, gestion des risques) et des systèmes informatiques propres à BBE, y compris l'introduction d'un système d'information bancaire central ou core banking system (Temenos R21). D'autre part, la Banque a été confrontée à de nombreuses crises (COVID, crise financière et économique au Liban, troubles au Moyen-Orient, inflation, etc.). Malheureusement, les investissements importants et les crises multiples ont conduit à des résultats volatils, avec des pertes financières au cours de certaines des dernières années.

Les fonds propres réglementaires de la Banque ont été affectés par les pertes subies. Ils s'élèvent encore à 99.9 millions d'euros à la fin de 2024 (sur la base de comptes annuels établis selon le principe de la continuité de l'exploitation).

Des prévisions actuelles, sur les douze prochains mois, indiquent que BBE est en mesure d'opérer dans le respect de tous les ratios réglementaires dans l'attente de l'augmentation du capital.

On estime que 20 à 30 millions d'euros de capital supplémentaire seraient nécessaires pour soutenir les activités et de restaurer la rentabilité de la Banque, de pair avec d'autres mesures en place : maîtrise des coûts, nouveaux produits, diversification des marchés.

Un projet a été lancé pour attirer un nouvel investisseur qui renforcera le capital et soutiendra les projets de croissance. Au moment de l'établissement des comptes annuels, la société a reçu un nombre limité d'offres non engageantes (ou non liantes). Les parties qui ont soumis ces offres non liantes sont des entreprises réputées et financièrement saines, capables de soutenir la croissance de BBE dans le cadre de leur propre stratégie.

Il reste à souligner que la matérialisation effective du renforcement du capital par des nouveaux investisseurs dépendra in fine de la position des autorités de contrôle, qui devront évaluer et confirmer la suitability du nouvel actionnaire,

Sur base de ces premières offres ainsi que le support de sa société mère à mener à bien le projet de recherche d'un nouveau partenaire capitalistique, le conseil d'administration de BBE considère qu'à ce stade, il y a suffisamment d'éléments pour préparer les comptes annuels 2024 sur la base de la continuité de l'exploitation, en partant de l'hypothèse qu'une des offres non liantes susmentionnées se concrétisera par une transaction ferme les prochains mois.

BBE a traversé avec prudence cette période difficile et a mené ses activités en respectant les exigences réglementaires, y compris les ratios de liquidité et de capital. Le manque de capital entrave les efforts commerciaux, mais l'impact sur les revenus et l'augmentation des dépenses, y compris les dépenses liées à l'augmentation de capital, sont partiellement compensés par des recouvrements de provisions sur les prêts, ce qui permet à la banque de rester pleinement opérationnelle jusqu'à l'injection de capital activement recherchée pour autant qu'elle se réalise avant la fin de l'année 2025.

Les états financiers ayant été établis sur la base de la continuité de l'exploitation, il est important de noter qu'aucun ajustement n'a été apporté aux états financiers en vue d'une discontinuité, qui demeure le scénario principal si aucune des offres susmentionnées se concrétise en une opération de reprise et d'augmentation de capital (avant fin 2025).

Ce scénario présente à ce jour donc une incertitude significative susceptible de jeter un doute important quant à la capacité de la Banque à poursuivre ses activités et dont une implémentation tardive pourrait conduire à un non-respect des exigences de fonds propres réglementaires et/ou de rentabilité, et donc à amener le Conseil

d'Administration à devoir procéder à une liquidation ordonnée de la Banque.

## **VI. — Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Byblos Bank Europe SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Byblos Bank Europe SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels et les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable. Ce rapport du commissaire fait suite à notre rapport de carence établi le 9 mai 2025, qui vous a été adressé, en l'absence des documents nécessaires pour nous permettre d'établir notre rapport dans les délais requis.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 15 mai 2024, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2026. C'est le premier exercice pour lequel nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Byblos Bank Europe SA.

### **Rapport sur les comptes annuels**

#### ***Opinion sans réserve***

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique. Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Le total du bilan s'élève à EUR 539.545 ('000) et le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de EUR 5.947 ('000).

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

#### ***Fondement de l'opinion sans réserve***

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### ***Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation***

Nous attirons l'attention sur la section « Base de présentation des comptes annuels 2024 » de l'annexe C-ét 8 des comptes annuels où l'organe d'administration décrit que 20 à 30 millions d'euros de capital supplémentaire seraient nécessaires pour permettre à la Société de dégager des bénéfices et de maintenir ses ratios en conformité avec la réglementation en vigueur de manière durable. L'organe d'administration est confiante qu'une des offres non engageantes reçues à la date de l'établissement des comptes annuels se concrétisera dans les prochains mois et sera approuvée par les autorités de contrôle. Comme indiqué à l'annexe C-ét 8, ces événements et conditions, ainsi que les autres points détaillés dans l'annexe C-ét 8, révèlent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

Cette observation ne modifie pas notre opinion.

#### ***Point clé de l'audit***

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points. Outre le point décrit dans la section « Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation » nous avons déterminé que le point décrit ci-après constitue un point clé de l'audit qui doit être communiqué dans notre rapport.

#### ***Evaluation des réductions de valeur applicables aux créances sur clients***

Nous référons aux pages C-ét 6.2 et C-ét 8.2 section « Réévaluation des débiteurs » des comptes annuels :

##### **• Description**

La valeur nette du portefeuille des créances sur clients de la Société s'élève à EUR 154.434 ('000) et représente 29% du total de l'actif au 31 décembre 2024. Ces créances sur clients sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, déduction faite des réductions de valeur sur les prêts et avances sur la clientèle.

La Société accorde des crédits à des sociétés essentiellement actives dans l'import-export et localisées tant en Belgique qu'à l'étranger (principale au Proche-Orient et en Afrique). Certains de ces clients sont actifs dans des secteurs cycliques, d'autres sont exposés, par leur localisation ou leurs opérations, à un certain risque-pays.

En raison de l'importance du montant des créances sur les clients et du degré de jugement important nécessaire à (a) l'identification des expositions à futur incertain et des expositions à caractère douteux ou non-recouvrable et (b) l'estimation des réductions de valeur à acter sur celles-ci, nous avons identifié l'évaluation des réductions de valeurs applicables aux créances sur clients comme un point clé de l'audit

##### **• Nos procédures d'audit**

- Nous avons obtenu une compréhension de la politique crédit de la Société et évalué la conception et la mise-en-œuvre des contrôles clés concernant l'identification des expositions à futur incertain et des expositions à caractère douteux ou non-recouvrable et l'estimation des réductions de valeur liées à celles-ci.

- Nous avons examiné l'analyse faite par le département en charge du risque de crédit concernant la classification (ou non) des clients du rapport des dépassements (et de la « watchlist ») en « futur incertain » et « non recouvrables ou douteux », cette classification étant la base pour les réductions de valeur spécifiques. Nous avons

rapproché les montants de la watchlist et des créances non recouvrables ou douteuses avec les supports comptables.

- Pour une sélection de dossier de crédit figurant dans le rapport des dépassements et n'étant pas considérés comme crédits non-recouvrable ou douteux, nous avons obtenue l'analyse de la direction de la capacité de remboursement afin de déterminer si ces dossiers avaient reçu une classification crédit appropriée.

- Pour chaque crédit non recouvrable ou douteux, nous avons vérifié le calcul par la direction de la réduction de valeur spécifique et sa conformité à la politique de crédit de la Société, et évalué le caractère raisonnable et suffisant de cette réduction de valeur.

- Lorsque l'existence de garanties permet de réduire la réduction de valeur spécifique actée, nous avons inspecté les accords juridiques et les documents justificatifs pour confirmer l'existence et la possibilité de faire appel à ces garanties ainsi que les éléments supportant la valorisation de cette garantie (le cas-échéant).

#### ***Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels***

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

#### ***Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes annuels ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficace avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

#### **Autres obligations légales et réglementaires**

##### ***Responsabilités de l'organe d'administration***

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, de la préparation et du contenu des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

##### ***Responsabilités du commissaire***

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

#### ***Aspects relatifs au rapport de gestion***

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux. Nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

#### ***Mention relative au bilan social***

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12 § 18° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

#### ***Mentions relatives à l'indépendance***

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

#### ***Autres mentions***

Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

- À l'exception du respect des dispositions légales et statutaires relatives aux délais de convocation, à la remise des pièces requises au commissaire et aux actionnaires et à la tenue de l'assemblée générale ordinaire, ainsi qu'à la publication de la nomination du commissaire, nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Zaventem, le 28 mai 2025

**KPMG Réviseurs d'Entreprises Commissaire**  
représentée par

**Stéphane Nolf**  
Réviseur d'Entreprises

#### **VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.